

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 02/12/2019

N° : 2019/155

# **SOMMAIRE**

 **Arrêtés**

Page 3/42

 **Décisions**

Page 43/128

**ARRÊTÉS**

## Arrêté n° 19/227/CM

### Désignation et habilitation d'un agent aux missions d'instructeur d'hygiène de lutte contre l'habitat indigne

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L651-6 ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment l'article R 1312-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18 du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant la nouvelle stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne ;
- La délibération n°DEEV-005 -5511/19 du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 portant l'instauration d'une autorisation préalable de mise en location sur le Quartier de Noailles 13001 Marseille dans le cadre de la nouvelle stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne ;
- La délibération n°DEVT 001-5395/19/BM du 28 février 2019 approuvant une convention de prestation de service avec la Ville de Marseille pour la mise en œuvre des travaux et des relogements d'office par les concessionnaires de l'éradication de l'habitat indigne ;
- L'arrêté n° 19/214/CM du 16 septembre 2019 portant désignation et habilitation d'un agent aux missions d'instructeur d'hygiène de lutte contre l'habitat indigne.

#### CONSIDÉRANT

- Que conformément aux dispositions légales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'éradication et de lutte contre l'habitat indigne ;

- Que la Métropole s'est dotée d'un nouvel outil, le Permis de Louer, afin de lutter contre les marchands de sommeil et le mal logement ;
- Que ce nouvel outil est mis en place à titre expérimental sur le quartier de Noailles selon une délimitation pré définie au sein du périmètre couvert par le projet d'Opération d'Amélioration de l'Habitat Marseille Centre ;
- Qu'il est nécessaire d'habiliter, à cet effet, un agent en charge de visiter et d'évaluer la décence des logements et le risque potentiel d'atteinte à la sécurité des occupants et à la santé publique ;
- Qu'une erreur matérielle s'est glissée dans l'arrêté n°19/214/CM du 16 septembre 2019.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté n° 19/214/CM du 16 septembre 2019 portant désignation et habilitation d'un agent aux missions d'instructeur d'hygiène de lutte contre l'habitat indigne.

### **Article 2 :**

L'agent ci-dessous nominativement et exclusivement désigné est en charge du contrôle des logements et de l'évaluation de la décence des logements visités et du risque potentiel d'atteinte à la sécurité des occupants et à la salubrité publique.

Nom/Prénom	Fonction	Direction	Service
CORTES Christine	Instructeur d'hygiène de lutte contre l'habitat indigne	Direction de l'Aménagement et de l'Habitat	Espace Accompagnement Habitat

### **Article 3 :**

L'agent est habilité à visiter les locaux à usage d'habitation situés sur le territoire métropolitain et notamment sur le périmètre défini pour le Permis de Louer. La visite de ces locaux ne peut avoir lieu que de huit heures à dix-neuf heures. Il constate les conditions dans lesquelles sont occupés les locaux qu'ils visitent.

### **Article 4 :**

Cet agent rédigera les rapports permettant d'apprécier si, le logement répond aux normes de décence définies par le décret 2002-120 du 30 janvier 2002 modifié le 1<sup>er</sup> juillet 2018 ou respecte la sécurité des occupants et la salubrité du logement. Il émettra un avis, constatera les manquements, identifiera les démarches à accomplir et précisera la nature des travaux ou aménagements prescrits.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 13 novembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Novembre 2019

## Arrêté n° 19/244/CM

**Délégation à Monsieur Pascal Montecot, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique, pour mener les négociations concernant la procédure de délégation de service public d'eau potable sur le territoire des communes d'Istres, Miramas, Fos sur Mer, Port Saint Louis du Rhône**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 008-5768/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil métropolitain, portant approbation du principe d'une délégation de service public pour l'exploitation du service public d'eau potable sur le territoire des communes d'Istres, Miramas, Fos sur Mer, Port Saint Louis du Rhône ;
- L'avis motivé de la Commission de délégation de service public réunie le 22 octobre 2019 et le rapport d'analyse des offres annexé.

### CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente donne délégation temporaire, dans le cadre de la procédure de délégation de service public pour l'exploitation du service public d'eau potable sur le territoire des communes d'Istres, Miramas, Fos sur Mer, Port Saint Louis du Rhône, afin de mener librement toute discussion utile avec les soumissionnaires ayant présenté une offre ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est donnée délégation, sous la surveillance et la responsabilité de Madame la Présidente, pour mener avec les candidats SEERC, et SEM, pour lesquels la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du service public d'eau potable sur le territoire des communes d'Istres, Miramas, Fos sur Mer, Port Saint Louis du Rhône, à Monsieur Pascal Montecot, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique.

### **Article 2 :**

Monsieur MONTECOT pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- Mme Laurence DARDHALON, Directrice Générale Adjointe, Commande publique et Affaires juridiques
- M. Jean-Marc MERTZ, Directeur Général Adjoint Eau, Assainissement, Propreté, Déchets ;
- Mme Nathalie PERRIN, Directrice de la Direction de la coordination des politiques de l'eau, de l'assainissement et du pluvial ;
- M. Yamine KEHIHA, Directeur Général Adjoint, Pôle Technique ;
- M. Eric DALLE, Chef du service pilotage des contrats, Direction de la coordination des politiques de l'eau, de l'assainissement et du pluvial ;
- M. Marc FERNANDEZ, Chef du service Eau et Assainissement, Direction de l'Assainissement et du pluvial;
- Mme Garance MATET, Responsable du service Eau et Assainissement ;
- M. Thomas LAFIL, Chargé de la gestion des DSP, Service Eau et Assainissement ;
- M. Alain TRABUC, Directeur juridique, Schémas, Grands Projets et Contentieux ;
- M. Nicolas DERNE, Chef de Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- M. Olivier VERNHETTES, Conseiller juridique au sein du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- M. Julien BOUTEILLER, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan juridique ;
- M. Hervé DANDOIS, Assistant à maitrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan financier ;
- Mme Florence DANDOIS, Assistant à maitrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan financier ;
- Mme Elise-Anne ADREIT, Assistant à maitrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique ;

**Article 3 :**

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier relatifs à cette phase de négociation.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 novembre 2019

**Martine VASSAL**



**Arrêté n° 19/245/CM**

**Délégation à Monsieur Pascal Montecot, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique, pour mener les négociations concernant la procédure de délégation de service public d'assainissement sur le territoire des communes d'Istres, Miramas, Fos sur Mer, Port Saint Louis du Rhône**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 008-5769/19/CM du 28 mars 2019 du conseil métropolitain, portant approbation du principe d'une délégation de service public pour l'exploitation du service public d'assainissement sur le territoire des communes d'Istres, Miramas, Fos sur Mer, Port Saint Louis du Rhône ;
- L'avis motivé de la Commission de délégation de service public réunie le 22 octobre 2019 et le rapport d'analyse des offres annexé.

#### **CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente donne délégation temporaire, dans le cadre de la procédure de délégation de service public pour l'exploitation du service public d'assainissement sur le territoire des communes d'Istres, Miramas, Fos sur Mer, Port Saint Louis du Rhône, afin de mener librement toute discussion utile avec les soumissionnaires ayant présenté une offre ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 18 Novembre 2019**

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Est donnée délégation, sous la surveillance et la responsabilité de Madame la Présidente, pour mener avec les candidats SAUR, SEERC, et SEM, pour lesquels la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation du service public d'assainissement sur le territoire des communes d'Istres, Miramas, Fos sur Mer, Port Saint Louis du Rhône, à Monsieur Pascal Montecot, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Commande Publique.

### **Article 2 :**

Monsieur M Montecot pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- Mme Laurence DARDHALON, Directrice Générale Adjointe, Commande publique et Affaires juridiques ;
- M. Jean-Marc MERTZ, Directeur Général Adjoint Eau, Assainissement, Propreté, Déchets ;
- Mme Nathalie PERRIN, Directrice de la Direction de la coordination des politiques de l'eau, de l'assainissement et du pluvial
- M. Eric DALLE, Chef du service pilotage des contrats, Direction de la coordination des politiques de l'eau, de l'assainissement et du pluvial ;
- M. Yamine KEHIHA, Directeur Général Adjoint, Pôle Technique ;
- M. Marc FERNANDEZ, Chef du service Eau et Assainissement, Direction de l'Assainissement et du pluvial;
- Mme Garance MATET, Responsable du service Eau et Assainissement ;
- M. Thomas LAFIL, Chargé de la gestion des DSP, Service Eau et Assainissement ;
- M. Alain TRABUC, Directeur juridique, Schémas, Grands Projets et Contentieux ;
- M. Nicolas DERNE, Chef de Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- M. Olivier VERNHETTES, Conseiller juridique au sein du Service juridique Gestion des Services Publics et Concessions ;
- M. Julien BOUTELLER, Assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan juridique ;
- M. Hervé DANDOIS, Assistant à maitrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan financier ;
- Mme Florence DANDOIS, Assistant à maitrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan financier ;
- Mme Elise-Anne ADREIT, Assistant à maitrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique.

### **Article 3 :**

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier relatifs à cette phase de négociation.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 novembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Novembre 2019

**Arrêté n° 19/246/CM**

**Arrêté d'engagement pour le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts - Procédure de modification simplifiée 2**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts n° DCM 2019/41 du 8 juillet 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays de Martigues afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- L'avis n° 2019-047 du 19 septembre 2019 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues relatif à l'engagement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Novembre 2019

- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 024-6806/19/CM du 26 septembre 2019 sollicitant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts en vigueur.

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité d'adapter le règlement du Plan Local d'Urbanisme aux nouvelles catégories de logements intégrées à l'inventaire SRU depuis la loi ELAN du 23 novembre 2018, laquelle a élargi la notion de logement social aux logements agréés « Prêt social logement-accession » et aux logements cédés en bail réel solidaire ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ce point ;
- Que la modification simplifiée n° 2 envisagée aura dès lors pour effet de modifier le Règlement du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que les modifications du Plan Local d'Urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite de la délibération de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues a émis un avis favorable sur l'engagement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

#### **Article 2 :**

La modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts concernera l'adaptation du règlement aux nouvelles catégories de logement intégrées à l'inventaire SRU depuis la loi ELAN du 23 novembre 2018, laquelle a élargi la notion de logement social aux logements agréés « Prêt social logement-accession » et aux logements cédés en bail réel solidaire.

Les modalités de la mise à disposition seront précisées par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

**Article 3 :**

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2019

**Martine VASSAL**

**Arrêté n° 19/247/CM**

**Arrêté d'engagement pour le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Alleins -  
Procédure de modification simplifiée 2**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation des compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération n°FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 n° URB 002-3560/18/CM de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre les Conseils de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune d'Alleins du 15 juillet 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Novembre 2019

- La délibération n°191/19 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 21 octobre 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune d'Alleins et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- La délibération n°URB 020-7123/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Alleins ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Alleins en vigueur ;

### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité d'engager une nouvelle procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Alleins afin de modifier des Orientations d'Aménagement et de Programmation, de mettre à jour la liste des Emplacements Réservés, de modifier les planches graphiques et le règlement du PLU, notamment l'article 11 de chaque zonage du règlement du PLU en dehors de la zone UA pour une harmonisation des dispositions en matière d'aspect extérieur et l'article A7 concernant les marges de recul ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le PLU sur ces points ;
- Que le projet répond aux orientations générales du PADD ;
- Que l'adaptation du PLU envisagée remplit les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par une procédure de modification simplifiée, avec mise à disposition du public, pendant un mois, du projet de modification simplifiée, de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, des avis émis par les personnes publiques associées ;
- Qu'à la suite du courrier de la commune d'Alleins du 15 juillet 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2 de son PLU ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan local d'Urbanisme de la commune d'Alleins ;

### **ARRETE**

#### **Article 1 :**

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Alleins.

#### **Article 2 :**

La modification simplifiée n°2 du PLU de la commune d'Alleins va permettre de modifier des Orientations d'Aménagement et de Programmation, de mettre à jour la liste des Emplacements Réservés, de modifier les planches graphiques et le règlement du PLU notamment modifier l'article 11 de chaque zonage en dehors de la zone UA pour une harmonisation des dispositions en matière d'aspect extérieur et l'article A7 concernant les marges de recul.

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification simplifiée sera notifié aux Personnes Publiques Associées.

Les modalités de la mise à disposition telles que définies par la délibération du 21 octobre 2019 du Conseil de Territoire du Pays Salonais seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

**Reçu au Contrôle de légalité le 28 Novembre 2019**

**Article 3 :**

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté .

Fait à Marseille, le 28 novembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Novembre 2019



## **Arrêté n° 19/248/CM**

### **Arrêté modificatif de la composition des Commissions Administratives Paritaires des catégories A, B et C**

#### **VU**

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°89-229 du 17 avril 1989, modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités locales et de leurs établissements publics ;
- L'article 4 du décret n°89-229 du 17 avril 1989, précisant que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination, désigne les représentants de l'établissement parmi les membres de l'organe délibérant titulaire d'un mandat électif ;
- Le décret n°95-1018 du 14 septembre 1995, modifié, fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupe hiérarchique en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- L'arrêté n°19/018/CM du 11 février 2019 portant composition des Commissions Administratives Paritaires des Catégories A, B et C ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Procès-verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats des élections professionnelles du jeudi 6 décembre 2018 des représentants aux Commissions Administratives Paritaires des catégories A, B et C de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **CONSIDÉRANT**

- Le départ à la retraite de Madame Danielle Reboul, ingénieur, représentante de l'UNSA, élue suppléante à la Commission Administrative de la Catégorie A ;

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Novembre 2019

- Qu'en cas de vacance du siège d'un représentant suppléant, celui-ci doit être remplacé par le premier candidat non élu, de la même liste et relevant du même groupe hiérarchique ;
- Le refus, du 15 octobre 2019, de Madame Agnès Leroux-Roche, première candidate élue sur la liste de l'UNSA aux élections professionnelles du 6 décembre 2018, d'être désignée au sein de la Commission Administrative Paritaire de la Catégorie A ;
- Le candidat suivant, Monsieur Yan Jaffry, attaché territorial ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Suite à la désignation des représentants du personnel, la composition des Commissions Administratives Paritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence est établie ainsi qu'il suit :

### **Commission Administrative Paritaire de la catégorie A**

#### **Représentants de l'autorité territoriale :**

##### **Titulaires :**

- M. Pascal MONTECOT
- M. Gérard CHENOZ
- M. Eric CASADO
- M. Jean-Jacques POLITANO
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Alain ROUSSET
- Mme Solange BIAGGI

##### **Suppléants :**

- M. Bernard DESTROST
- Mme Monique CORDIER
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Gilbert FERRARI
- M. Régis MARTIN
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Auguste COLOMB

#### **Représentants du personnel :**

##### **Groupe hiérarchique de base V**

##### **Titulaires :**

- Mme Fleur SKRIVAN (SNUTER 13 – FSU)
- M. Patrice AYACHE (FO)
- Mme Frédérique ONZIA (UNSA)
- M. Arnaud DE BRUXELLES (UNSA)
- Mme Isabelle LOUIS (SNT CFE-CGC, CFTC FAFPT, CFDT)

##### **Suppléants :**

- Mme Fabienne MAESTRAGGI (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Sophie ROCHAT (FO)
- M. Yan JAFFRY (UNSA)
- M. Christophe BOCCIA (UNSA)
- M. Alain BROSSEAU (SNT CFE-CGC, CFTC FAFPT, CFDT)

### **Groupe hiérarchique supérieur VI**

#### **Titulaires :**

M. Philippe CHALLANDE (SNUTER 13 – FSU)  
M. Luc ASIA (FO)

#### **Suppléants :**

M. Marc DEL CORSO (SNUTER 13 – FSU)  
Mme Corinne MICHEL (FO)

### **Commission Administrative Paritaire de la catégorie B**

#### **Représentants de l'autorité territoriale :**

##### **Titulaires :**

- M. Pascal MONTECOT  
- Mme Josette VENTRE  
- M. Gérard CHENOZ  
- M. Gilbert FERRARI  
- M. Jean-Jacques POLITANO  
- M. Henri CAMBESSEDES

##### **Suppléants :**

- M. Auguste COLOMB  
- Mme Monique CORDIER  
- M. Jean-Pierre BERTRAND  
- M. Martial ALVAREZ  
- M. Régis MARTIN  
- Mme Béatrice ALIPHAT

#### **Représentants du Personnel :**

### **Groupe hiérarchique de base III**

#### **Titulaires :**

Mme Aïcha N'GAR (SNUTER 13 – FSU)  
Mme Carine RIQUIER-PINET (FO)

#### **Suppléants :**

Mme Dalila EL JAOUADI (SNUTER 13 – FSU)  
M. Kamel SAIDI (FO)

### **Groupe hiérarchique supérieur IV**

#### **Titulaires :**

Mme Anne-Laure RIOU (SNUTER 13 – FSU)  
M. Cyril RESTOUIN (SNUTER 13 – FSU)  
M. Roger MARTINEZ (FO)  
M. Jean-Michel MOLNAR (UNSA)

#### **Suppléants :**

Mme Odette LAMARCHE (SNUTER 13 – FSU)  
M. Jean-Louis GARIDOU (SNUTER 13 – FSU)  
Mme Martine MORNAND (FO)  
Mme Sabine MARQUET (UNSA)

### **Commission Administrative Paritaire de la catégorie C**

#### **Représentants de l'autorité territoriale :**

##### **Titulaires :**

##### **Suppléants :**

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Novembre 2019

- M. Pascal MONTECOT
- Mme Josette VENTRE
- M. Gérard CHENOZ
- M. Jean MONTAGNAC
- Mme Maryse RODDE
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Alain ROUSSET
- M. Jean-Jacques POLITANO

- M. Auguste COLOMB
- Mme Solange BIAGGI
- Mme Monique CORDIER
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Gilbert FERRARI
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Bernard DESTROST
- M. Régis MARTIN

**Représentants du Personnel :**

**Groupe hiérarchique de base I**

**Titulaires :**

M. Salah BENHEMANI (FO)  
 Mme Marie-Julie MICHAUX (SNUTER 13 – FSU)  
 M. Joseph LACROIX (UNSA)

**Suppléants :**

Mme Stéphanie DEVEY (FO)  
 Mme Lucia LESPINASSE (SNUTER 13 – FSU)  
 Mme Odile DEWINTRE (UNSA)

**Groupe hiérarchique supérieur II**

**Titulaires :**

M. Christophe SPANO (FO)  
 Mme Elisabeth MAUSSI (FO)  
 M. Fabrice GRASSESCHI (FO)  
 M. Mokhtar BEN SAID (SNUTER 13 – FSU)  
 Mme Solange GATEL (SNUTER 13 – FSU)

**Suppléants :**

Mme Magali TROSSEVIN (FO)  
 M. Joseph COVELLO (FO)  
 M. Yves VASSALLUCCI (FO)  
 M. Laurent BENAC (SNUTER 13 – FSU)  
 Mme Lugdivine CLEMENTI (SNUTER 13 – FSU)

**Article 2 :**

Madame la Présidente, en sa qualité de membre de droit, préside les Commissions Administratives Paritaires des catégories A, B et C.

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, Monsieur Pascal Montecot assurera cette même présidence.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal Montecot, Madame Monique Cordier assurera la suppléance de la présidence.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 29 novembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Novembre 2019

## Arrêté n° 19/249/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à fleurs situé 12 boulevard Baille 13006 à Marseille, à la SAS Fleur de Web, représentée par Monsieur Leleu Jean-Michel**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de Voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;

### CONSIDÉRANT

- L'appel à projet lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'exploitation d'un kiosque à fleurs situé 12 boulevard Baille 13006 à Marseille ;
- Le résultat de la consultation qui attribue l'autorisation d'occupation à la SAS Fleur de Web, représentée par Monsieur Leleu Jean-Michel ; domicilié 57 traverse Notre Dame de Bon Secours 13014 à Marseille, Enregistré au RCS Marseille sous le n°838 310 928, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS Fleur de Web, représentée par Monsieur Leleu Jean-Michel, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de douze mètres carrés sur le domaine public, sis 12 Boulevard Baille 13006 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de fleuriste.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

### **Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

### **Article 8 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

### **Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2019

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

**Article 11 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 12 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

**Article 13 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2019

**Arrêté n° 19/250/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à coquillages  
situé face au 36 place Jean Jaurès 13001 à Marseille à Ariane Gueydon**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l’arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;

**CONSIDÉRANT**

- L’appel à projets lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l’exploitation d’un kiosque à coquillages situé face au 36 place Jean Jaurès 13001 à Marseille ;
- Le résultat de la consultation qui attribue l’autorisation d’occupation à Madame Ariane Gueydon ; domiciliée 36 place Jean Jaurès 13001 à Marseille, enregistré au Registre des Métiers Marseille sous le n°852 892 512 RM 05, en vue d’exploiter un kiosque sur le domaine public.

**Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2019**



## **ARRETE**

### **Article 1 :**

Madame Ariane Gueydon, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de douze mètres carrés sur le domaine public, sis face au 36 place Jean Jaurès 13001 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de vente de coquillages.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

### **Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

### **Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

### **Article 8 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

### **Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2019

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

**Article 11 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 12 :**

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

**Article 13 :**

Monsieur le Directeur Général des Service de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2019

## Arrêté n° 19/251/CM

**Délégation de signature à Madame Pascale Pietta, DGA Déléguée aux projets transversaux pour la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Stratégie et Attractivité économique, territoire numérique et innovation technologique, promotion et développement du tourisme, développement des entreprises, des zones d'activités, du commerce, de l'artisanat, enseignement supérieur, recherche et santé, emploi, insertion et de l'économie sociale et solidaire**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 2019-12311-CT1 du 1<sup>er</sup> juillet 2019 nommant Madame Pascale Pietta, en charge de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la Stratégie et Attractivité économique, territoire numérique et innovation technologique, promotion et développement du tourisme, développement des entreprises, des zones d'activités, du commerce, de l'artisanat, enseignement supérieur, recherche et santé, emploi, insertion et de l'économie sociale et solidaire.

### ARRETE

#### Article 1 :

L'arrêté n° 19/186/CM du 8 août 2019 est abrogé.

## **Article 2 :**

Délégation est donnée à Madame Pascale Pietta, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

**Ressources humaines**  
**Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge de la stratégie et de l'attractivité économique, du territoire numérique et de l'innovation technologique, de la promotion et du développement du tourisme, du développement des entreprises, des zones d'activités, du commerce, de l'artisanat, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la santé, de l'emploi, de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire**

### **Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

### **Formation des agents :**

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

### **Accueil de stagiaires :**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

### **Evaluation des agents :**

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Novembre 2019

### **Maladie, accident :**

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

### **Congés / Aménagements d'horaires :**

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc... ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

### **Carrière :**

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

**Paie :**

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacances des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

**Procédure disciplinaire :**

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1<sup>er</sup> groupe prévues à l'article 89 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

**Retraite :**

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime C.N.R.A.C.L. ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

**Protection sociale et santé :**

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

### **Frais de déplacement :**

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

### **Divers :**

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA.

**Marchés publics et accords-cadres  
concernant les compétences exercées  
par la Direction Générale Adjointe  
en charge de la stratégie et de l'attractivité économique, du territoire numérique et de  
l'innovation technologique, de la promotion et du développement du tourisme, du  
développement des entreprises, des zones d'activités, du commerce, de l'artisanat, de  
l'enseignement supérieur, de la recherche et de la santé, de l'emploi, de l'insertion et de  
l'économie sociale et solidaire**

### **1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :**

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché conformément à l'article R. 2181-2 du code de la commande publique ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

### **2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :**

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros H.T. ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros H.T. ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Novembre 2019

- Les avenants à un marché et un accord-cadre inférieur à 90 000 euros H.T. ;
- Les courriers de reconduction ou non-reconduction des marchés et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros H.T. ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros H.T. ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord – cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros H.T., quel qu'en soit le motif.

**Développement économique - Service Europe - FSE  
PLIE à compter du 01/01/2018**

- Dépôt de demande de subvention au titre de l'assistance technique ;
- Courrier de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018) ;
- Courrier de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018) ;
- Courrier d'acceptation des reports de bilan (PLIE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018) ;
- Attestation de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018).

**Article 3 :**

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Pietta, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

**Article 4 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 5 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pascale Pietta la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Alexandre Perdriel – Directeur du développement des entreprises et de l'offre territoriale.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Novembre 2019



En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pascale Pietta et Monsieur Alexandre Perdriel, la délégation de signature définie à l'article 2, à l'exception de l'emploi, l'insertion et de l'économie solidaire, est donnée à :

- Monsieur Nicolas Regrigny – Directeur de l'attractivité économique et promotion internationale.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pascale Pietta, Monsieur Alexandre Perdriel et Monsieur Nicolas Regrigny, la délégation de signature définie à l'article 2, à l'exception de l'emploi, l'insertion et de l'économie solidaire, est donnée à :

- Madame Delphine Lapray – Directrice par intérim de l'Innovation, Enseignement Supérieur et Recherche.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pascale Pietta, la délégation de signature définie à l'article 2 en matière d'emploi, d'insertion et d'économie sociale et solidaire, est donnée à :

- Monsieur Laurent Frassati – DGA Délégué Emploi, Insertion, Economie sociale et solidaire.

**Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2019

**Martine VASSAL**

## **Arrêté n° 19/252/CM**

### **Délégation de signature à Monsieur Guy Januel, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Finances et Budget**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 2015-3886 du 21 décembre 2015 portant détachement sur emploi fonctionnel de Directeur Général Adjoint des Etablissement Publics de Coopération Intercommunale de plus de 400 000 habitants de Monsieur Guy Januel au sein de la Communauté du Pays d'Aix.

#### **ARRETE**

##### **Article 1 :**

L'arrêté n°18/320/CM du 19 décembre 2018 est abrogé.

##### **Article 2 :**

Délégation est donnée à Monsieur Guy Januel, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

**Ressources humaines Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées au sein de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Finances et Budget**

**Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

**Formation des agents :**

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

**Accueil de stagiaires :**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

**Evaluation des agents :**

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

**Maladie, accident :**

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Novembre 2019

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

#### **Congés / Aménagements d'horaires :**

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc. ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

#### **Carrière :**

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

#### **Paie :**

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;

- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

#### **Procédure disciplinaire :**

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1<sup>er</sup> groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

#### **Retraite :**

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

#### **Protection sociale et santé :**

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

#### **Frais de déplacement :**

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

#### **Divers :**

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain affecté à la DGA.

**Marchés publics et accords-cadres  
concernant les compétences exercées  
par la Direction Générale Adjointe  
en charge des Finances et du Budget**

**1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :**

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché conformément à l'article R. 2181-2 du code de la commande publique ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

**2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA :**

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord-cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non-reconduction des marchés et accords-cadres inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitance des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Novembre 2019

- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadres inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

#### **Marchés ou accord-cadre métropolitains $\geq$ à 90 000 euros H.T.**

- Garantie à première demande ;
- Mainlevée (retenue de garantie).

#### **Budget de la Métropole (HORS les dépenses et recettes prévues et inscrites aux Etats Spéciaux de Territoire)**

- Les certifications de service fait sur les factures, courriers de rejets de factures, demandes de pièces justificatives nécessaires à la liquidation des dépenses de toute nature et demandes de règlements ;
- Les mandats de paiement, bordereaux de mandats et bordereaux de titres de recettes ;
- Les propositions de mandatement et certificats de paiement ;
- Les pièces justificatives devant appuyer les titres de recettes ;
- Les pièces justificatives devant appuyer les mandats de paiement ;
- Les certificats administratifs afférents au calcul des intérêts moratoires ;
- Les certificats administratifs afférents au remboursement des frais postaux ;
- Les certificats de réimputation de recettes et de dépenses ;
- Les bordereaux de rejet de mandats ou de titres émanant de la Recette des Finances ;
- Les courriers de demande de rejet de mandats et titres émanant de l'ordonnateur ;
- Les déclarations de TVA - CA3 ;
- Les demandes de remboursement de crédits de TVA ;
- Les demandes d'avance de fonds pour les régies.

#### **Subventions et Partenariats Externes**

- Courriers d'appel de fonds (avances, acomptes et solde) et toutes pièces financières afférentes (plan de financement définitif, état des dépenses contresigné du Trésorier, état des recettes contresigné du Trésorier, attestation de début de travaux, attestation de fin de travaux, attestation de service fait) ;
- Courrier d'abandon de subvention ;
- Courrier de renonciation au reliquat d'une subvention et toute pièce justificative ou normée exigée par le partenaire financier ;
- Courrier de demande de prorogation d'une subvention ;
- Courrier d'envoi de pièces complémentaires y compris les pièces financières, relatif aux appels de fonds, abandons, renonciations au reliquat et demandes de prorogation.

## **Dette**

- Les demandes de pièces et documents nécessaires à l'instruction des dossiers en matière d'emprunt ;
- Les actions sur lignes de trésorerie : tirage et remboursement ainsi que tout acte de gestion prévu par les contrats signés ;
- Les actions sur les emprunts contractés : tirage et remboursement ainsi que tout acte de gestion prévu par les contrats signés ;
- Les pré-confirmations ou habilitations à entrer dans les salles de marchés pour toper les taux fixes ou dérivés (swaps, etc.) avec les salles de marchés ou front office des banques.

## **Fiscalité et dotations**

- Les déclarations liés à l'assujettissement fiscal de la Métropole (TVA, impôt sur les sociétés, contribution économique territoriale, taxe foncière, etc.) ;
- Les réponses négatives aux demandes des contribuables ;
- Les courriers relatifs à la fiscalité et aux dotations à destination de l'Etat (Préfecture, administration fiscale) ou des organismes de recouvrement de la sécurité sociale (ACOSS, MSA, URSSAF) ;
- La signature des états 1259 FPU et TEOM ;
- Les courriers et notification de refus d'exonération de TEOM et de versement transport.

## **Divers**

- Certificat de conformité et d'exactitude des pièces justificatives produites l'appui des mandats de paiement ;
- Signature des autorisations de prélèvements automatiques pour les contrats existants ;
- Attestations ou états liquidatifs pour les affaires relevant de la DGA ;
- Mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser N-1 en dépenses conformément à l'état arrêté et signé l'année N-1 et transmis au Trésorier Public ;
- Mandats relatifs aux dépenses d'investissement correspondant aux restes à réaliser N-1 en recettes conformément à l'état arrêté et signé l'année N-1 et transmis au Trésorier Public ;
- Validation et mandatement des reconstitutions d'avances d'un montant maximum de 2000 €.

### **Article 3 :**

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Januel, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

### **Article 4 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Novembre 2019



## **Article 5 :**

### **Concernant strictement les Ressources humaines :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nadia Basso - Directrice Générale Adjointe Déléguée

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel et Madame Nadia Basso, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Julia Valenza - Directrice Ressources.

### **Concernant strictement la préparation, la passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGA :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nadia Basso – Directrice Générale Adjointe Déléguée.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel et Madame Nadia Basso, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Stéphane Garnier - Directeur Budget Programmation Prospective.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, de Madame Nadia Basso, de Monsieur Stéphane Garnier, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Christel Pardigon – Directrice Gestion Exécution Financière.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, de Madame Nadia Basso, de Monsieur Stéphane Garnier, de Madame Christel Pardigon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Rémi Magnard – Directeur Recettes Ingénierie Financière.

### **Concernant strictement :**

1) l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGA ;

2) les Marchés ou accord-cadre métropolitains  $\geq$  à 90 000 euros H.T. ;

3) Le budget de la Métropole (Hors les dépenses et recettes prévues et inscrites aux Etats Spéciaux de Territoire ;

4) Transversales :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nadia Basso - Directrice Générale Adjointe Déléguée.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel et Madame Nadia Basso, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Christel Pardigon - Directrice Gestion Exécution Financière.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, de Mesdames Nadia Basso, et Christel Pardigon, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Stéphane Garnier - Directeur Budget Programmation Prospective.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, de Mesdames Nadia Basso, Christel Pardigon et de Monsieur Stéphane Garnier, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Rémi Magnard - Directeur Recettes Ingénierie Financière.

**Concernant strictement :**

- 1) Les Subventions et Partenariats Externes,
- 2) La dette,
- 3) La fiscalité et les dotations,

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nadia Basso - Directrice Générale Adjointe Déléguée.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel et Madame Nadia Basso, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Rémi Magnard - Directeur Recettes Ingénierie Financière.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, de Madame Nadia Basso, et de Monsieur Rémi Magnard, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Stéphane Garnier - Directeur Budget Programmation Prospective.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy Januel, de Madame Nadia Basso, et de Messieurs Rémi Magnard et Stéphane Garnier, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Christel Pardigon - Directrice Gestion Exécution Financière.

**Article 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Novembre 2019

# DÉCISIONS

## Décision n° 19/679/D

**Délégation du droit de priorité de Droits à bail à construction d'un bien situé au 69 Avenue d'Haïfa à Marseille 8eme arrondissement appartenant à l'Etat, cadastré parcelle n° 844 K 99.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme en son article L 240 -1 dispose que le titulaire du droit de préemption peut créer un droit de priorité et que celui-ci peut être délégué selon les conditions prévues aux articles L 211-2 et L 213-2 du même Code ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° EPPS 004-350/141/CC du 18 juillet 2015 portant autorisation de délégation du droit de priorité aux communes membres de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à l'Etablissement Foncier Provence Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération HN ° 010-012/16/CM du 17 mars 2016, portant délégation du Conseil de la métropole au Président de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions ;
- Le droit de priorité enregistré sous le n° IA 013 208 19M0361 reçue en mairie de Marseille le 11 octobre 2019 portant aliénation de droits au bail à construction d'un bien cadastré section 844 K 99, sise 69 Avenue d'Haïfa, Marseille 8eme arrondissement appartenant à l'Etat, d'une superficie de 11 000m<sup>2</sup> ;

- La fiche de décision communale demandant la délégation du droit de priorité à la Ville de Marseille et le courrier de Madame Laure-Agnès Caradec, Adjointe au Maire, déléguée à l'urbanisme, au Projet Métropolitain, au Patrimoine Foncier et Municipal, aux Droits des Sols, portant demande de délégation au profit de la Ville de Marseille du droit de priorité sur le bien ci-après désigné.

### **CONSIDÉRANT**

- Au regard de l'emprise et de la surface de l'immeuble considéré, l'acquisition de ce bien permettra d'y implanter un poste de police municipale.
- Que cette acquisition relève d'une compétence communale.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Le droit de priorité défini par l'article L 2401 du Code de l'Urbanisme est délégué à la Ville de Marseille pour l'acquisition des droits d'un bail à construction d'un bien cadastré section 844 K 99, d'une superficie de 11 000m<sup>2</sup> sis 69 Avenue d'Haïfa, Marseille 8eme arrondissement appartenant à l'Etat, en vue d'y implanter un poste de police municipale, relevant d'une compétence de la ville de Marseille.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 novembre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/680/D

### Réforme d'un véhicule de la Métropole Aix-Marseille-Provence

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### CONSIDERANT

- Que l'opération de mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif de la collectivité pour sa valeur nette comptable en cas de démolition, de destruction ou de mise hors service d'une immobilisation résultant d'un acte volontaire (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète...) ou d'un événement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, vol...) ;
- Que compte tenu de l'ancienneté, du kilométrage et du mauvais état du véhicule plateau benne immatriculé EG-529-KM, qui n'a plus de valeur nette comptable, il convient de procéder à sa mise à la réforme et ainsi de le retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

D'approuver l'opération de mise à la réforme de cet engin de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 novembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Novembre 2019

## Décision n° 19/681/D

**Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) pour l'acquisition de dix parcelles cadastrées CO 162, CO 163, CO 365, CO 368, CO 370, CO 374, CO 375, CO 378, CO 380, CO 381 sises le Grand Verger 13170 Les Pennes Mirabeau**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le code de l'Urbanisme et notamment articles L210-1, L211-2, L213-3, L300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 271x12 du Conseil Municipal de la commune des Pennes Mirabeau du 4 septembre 2012 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n° 272x12 du Conseil Municipal de la commune des Pennes Mirabeau du 4 septembre 2012 instituant le droit de préemption urbain renforcé sur la commune ;
- La demande d'acquisition d'un bien reçue en mairie des Pennes Mirabeau le 25 octobre 2019 portant aliénation de dix parcelles cadastrées CO 162, CO 163, CO 365, CO 368, CO 370, CO 374, CO 375, CO 378, CO 380, CO 381 sises le Grand Verger 13170 Les Pennes Mirabeau ;



## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que les parcelles proposées à l'aliénation sont situées dans le secteur de l'opération d'aménagement d'ensemble Pallières II d'intérêt métropolitain visant à réaliser un quartier mixte comprenant des logements, des commerces de proximité et des équipements publics ;
- Que la mission foncière est confiée par convention d'intervention foncière à l'Etablissement Public Foncier Provence- Alpes-Côte d'Azur.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition des dix parcelles cadastrées CO 162, CO 163, CO 365, CO 368, CO 370, CO 374, CO 375, CO 378, CO 380, CO 381 sises le Grand Verger 13170 Les Pennes Mirabeau.

### **Article 2**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 novembre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/682/D

### **Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Franck Kilmann**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête présentée par Monsieur Franck Kilmann devant le Tribunal Administratif de Marseille enregistrée sous le n°1908789-1, sollicitant l'annulation des courriers des 8 avril et 6 mai 2019 ainsi que de la facture émise à son encontre par le service public d'assainissement non collectif consécutifs à la réalisation d'un contrôle des installations du bien dont il est nu-propriétaire sur la commune de Meyreuil et ayant mis en évidence l'absence d'installation d'assainissement.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats - 12, boulevard de Courcelles - 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 20 novembre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/684/D

**Délégation du droit de priorité à la commune d'Aix-en-Provence pour l'acquisition d'un ensemble immobilier sis 2 boulevard du Président Kennedy (parcelle cadastrée CL 24) à Aix-en-Provence.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 211-2, L. 211-3, L. 213-1, L. 213-3, L. 240-1, L. 240-2, L. 240-3, et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La notification reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 31 octobre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée CL 24 appartenant à l'Etat sise 2 boulevard du Président Kennedy à Aix-en-Provence, d'une superficie de 6300 m².
- La lettre de Madame Odile Bonthoux du 5 novembre 2019, Adjointe au Maire, déléguée au Foncier, portant demande de délégation au profit de la Ville d'Aix-en-Provence du droit de priorité sur le bien ci-dessus désigné.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L. 240-1 du Code de l'Urbanisme, le droit de priorité peut être exercé par les communes, par les établissements publics de coopération intercommunale titulaire du droit de préemption urbain ;
- Qu'application de l'article L. 240-1 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de priorité dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de priorité est délégué à la commune d'Aix-en-Provence s'agissant de la parcelle cadastrée CL 24 appartenant à l'Etat sise 2 boulevard du Président Kennedy à Aix-en-Provence, d'une superficie de 6300 m².

### **Article 2**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 novembre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/685/D

### **Préemption de la parcelle cadastrée section OC numero 145 sise 50 chemin de Sauvaire à Aix-en-Provence appartenant à la SA ICF Novedis**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L210-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°2015-A304 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 approuvant le Schéma de Cohérence Territorial du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015-349 du Conseil municipal d'Aix-en-Provence du 23 juillet 2015 approuvant la révision générale du Plan d'occupation des sols en Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2015-350 du Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 23 juillet 2015 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Novembre 2019

- La délibération n°URB 010-5605/19/BM du 28 mars 2019 portant approbation d'une convention de mandat d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires s'agissant de la réalisation du dossier de ZAC de l'opération d'aménagement de La Calade à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°FAG 109 4565/18/CM du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la convention de gestion entre la Métropole et la Ville d'Aix-en-Provence concernant la compétence « création, aménagement, gestion de zone d'activité » notamment sur le périmètre de la Zone d'activités économique de la Calade ;
- La déclaration d'intention d'aliéner souscrite par Maître Benoit Staibano, Notaire, domicilié 410 Chemin départemental 60 - 13120 Gardanne représentant la SA ICF Novedis, reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 24 septembre 2019 et enregistrée sous le n°19M1539 portant sur la vente d'une parcelle bâtie, libre de toute occupation, cadastrée section OC n°145, située 50 Chemin de Sauvare 13100 Aix-en-Provence d'une superficie de 852 m² au prix de 190 000 euros, y compris 10 000 euros de commission à la charge de l'acquéreur, aux conditions visées dans la déclaration ;
- L'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en locations immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes, portant à 180 000 euros le seuil des acquisitions soumis à l'avis du service des domaines ;
- L'avis des services de France Domaine référencé n°2019-001V2274 du 29 octobre 2019.

### **CONSIDÉRANT**

- Que le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays d'Aix identifie le secteur de la Calade sur la commune d'Aix-en-Provence comme un espace de développement prioritaire, privilégié pour un développement associant économie, logement, transports, commerce, services, équipements ;
- Que cet espace est identifié au Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence comme une zone de développement à moyen/long terme à dominante économique ; il est classé en zone 2AUE. Ce secteur fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation d'environ 38 hectares qui détaille les principes d'aménagement, le maillage viaire, la recomposition des activités économiques existantes et le développement d'activités nouvelles ;
- Que la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a confié en 2015, une convention d'études à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation d'études préalables sur le secteur de la Calade. Ces études portaient sur l'identification du foncier disponible dans l'enveloppe de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation, ainsi que sur les aménagements à mettre en œuvre pour améliorer le fonctionnement du site, suite à la réalisation de la déviation de la RD7n, elles ont conclu à la nécessité d'engager la création d'une ZAC sur ce secteur de la Calade ;
- Que la Métropole a confié, en mars 2019, à la SPLA Pays d'Aix Territoires un mandat d'études s'agissant de la réalisation du dossier de ZAC de l'opération d'aménagement de La Calade à Aix-en-Provence, incluant la parcelle section OC n°145 ;
- Que l'acquisition de la parcelle section OC n°145 s'inscrit en vue de constituer une réserve foncière pour requalifier le secteur économique de la Calade à Aix-en-Provence ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et qu'elle peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'elle porte ;

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exercer son droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article R.213-8 (b) du Code de l'Urbanisme au prix proposé par le vendeur pour la parcelle cadastrée section OC n°145, 50 chemin de Sauvaire 13100 Aix-en-Provence, libre de toute occupation, moyennant le prix de 190 000 euros, y compris 10 000 euros de commission à la charge de l'acquéreur, aux conditions visées dans la déclaration d'intention d'aliéner et agréé par l'avis du service de France Domaines ci-dessus référencé et ce, en vue de constituer une réserve foncière concourant à la mise en œuvre de la future zone d'activités économiques de la Calade ;

### **Article 2 :**

Par la suite de cet accord, le propriétaire doit considérer comme définitive la vente de son bien cité en objet au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette vente devra être régularisée, conformément aux articles L213-14 et R213-12 du Code de l'Urbanisme.

### **Article 3 :**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille – 22,24 rue Breteuil - 13 218 Marseille Cedex 06, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse expresse ou implicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de la Métropole Aix-Marseille-Provence vaut rejet implicite du recours gracieux.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'Etat spécial du territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 novembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Novembre 2019



## Décision n° 19/686/D

### **Exercice du droit de préemption urbain sur les biens et droits immobiliers cadastrés section CL numéro 241 situés 1 Place Docteur Georges Darrason à Istres**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 210-1 et suivants, R. 211-1 et suivants, L. 211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, R. 213-1 et suivants et L. 300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- Les délibérations n° 125/13 du 11 avril 2013, n° 261/13 du 25 juillet 2013 et n° 274/16 du 18 octobre 2016 du Conseil Municipal de la commune d'Istres par lesquelles la commune a institué le droit de préemption urbain sur son territoire et en a délimité le périmètre ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 047 19 M0348 reçue en mairie d'Istres le 10 octobre 2019 relative à la vente d'un immeuble bâti comprenant un local commercial et deux appartements en mauvais état d'une surface utile ou habitable d'environ 145 m², cadastré section CL sous le numéro 241, situé à Istres, 1 place Docteur Georges Darrason, appartenant à Monsieur Pascal Seymand, classé en zone UAb du plan local d'urbanisme de la commune d'Istres, pour un prix 120 000 euros en ce non compris une commission d'agence de 10 000 euros à la charge de l'acquéreur.

### **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application des articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant transfert de la compétence "Aménagement de l'espace métropolitain", la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue le 1<sup>er</sup> janvier 2018 titulaire du droit de préemption urbain prévu par le Code de l'Urbanisme qui s'exerçait sur le territoire des 92 communes composant la Métropole Aix-Marseille-Provence et peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'elle porte ;
- Que l'immeuble bâti comprenant un local commercial et deux appartements en mauvais état, d'une surface utile ou habitable d'environ 145 m², cadastré section CL sous le numéro 241, situé à Istres, 1 place Docteur Georges Darrason, classé en zone UAb du plan local d'urbanisme de la commune d'Istres, est localisé en centre-ville, à l'intersection des Boulevards de la République, Paul Painlevé et Hélène Boucher à Istres ;
- Que le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la Ville d'Istres prévoit de renforcer l'attractivité du cœur de ville ;
- Que par sa localisation et sa configuration, ce local présente un intérêt certain pour le repositionnement et le développement d'activités sur ce territoire ;
- Qu'il apparaît opportun pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément aux dispositions réglementaires susvisées, d'exercer son Droit de Préemption Urbain dans le cadre d'un projet de revitalisation du centre-ville.

### **DECIDE**

#### **Article 1 :**

Est exercé le Droit de Préemption Urbain sur l'immeuble bâti comprenant un local commercial et deux appartements en mauvais état, d'une surface utile ou habitable d'environ 145 m², cadastré section CL sous le numéro 241, situé à Istres, 1 place Docteur Georges Darrason, appartenant à Monsieur Pascal Seymand, classé en zone UAb du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres, pour un prix de 120 000 euros en ce non compris une commission d'agence de 10 000 euros à la charge de l'acquéreur.

#### **Article 2 :**

Est prévue la somme de 8 000 euros relative aux frais de notaire.

#### **Article 3 :**

Maître Bernard Toulouse, Notaire à Istres est désigné pour la rédaction de l'acte authentique.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115, code opération 2017501300.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/687/D

**Mise en demeure d'acquérir quatre parcelles de terrain situées Les Plaines à Plan de Cuques, appartenant à la SARL Gimpro.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations pour les missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La mise en demeure d'acquérir du 28 août 2018 reçue le 31 août 2018.

### CONSIDÉRANT

- Que par courrier reçu à la mairie de Plan-de-Cuques le 22 novembre 2018 la SARL Gimpro l'a mise en demeure d'acquérir les parcelles AN 17-18-19-20 et 21 sises Les Plaines pour un montant de 1 750 000 euros ;
- Que les parcelles AN 18-19-20 et 21 sont réservées sous le n° 111 au Plan Local d'Urbanisme de Plan-de-Cuques pour un bassin de rétention – Parc paysager au profit de la commune ;
- Que ces parcelles sont nécessaires à la réalisation d'un bassin de rétention d'eaux pluviales ;

- Que dans le cadre de ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substitue à la commune de Plan-de-Cuques pour l'acquisition de ces parcelles au titre de l'article L 230-3 alinéa 7 du Code de l'Urbanisme.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est décidé d'acquérir les parcelles cadastrées AN 18-19-20 et 21 pour des superficies respectives de 5 945 m<sup>2</sup> - 170 m<sup>2</sup> - 249 m<sup>2</sup> - et 4 m<sup>2</sup> situées « les Plaines » à Plan-de-Cuques, appartenant à la SARL GIMPRO, moyennant la somme de 700 000 € H.T. augmentée de 71 000 € d'indemnité de emploi.

### **Article 2 :**

Est décidé de ne pas acquérir la parcelle AN 17 car ce terrain n'est pas réservé au Plan Local d'Urbanisme de Plan-de-Cuques et ne peut en conséquence faire l'objet d'une mise en demeure d'acquérir.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits au budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Eau – Assainissement pluvial opération 2018101600 « sécurisation du canal quartier les Rascous ».

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 novembre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/688/D

### Approbation d'un bail de sous-location de courte durée d'un local sis 5 rue Grignan 13006 Marseille

#### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### CONSIDÉRANT

- Que le contrat de projet partenarial d'aménagement du centre-ville de Marseille par la redynamisation des commerces de ce secteur est un objectif prioritaire de la stratégie métropolitaine conformément à la délibération ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris à bail un local à usage de commerces situé 5 rue Grignan 13006 Marseille, bail n° 19/0837 signé le 15 octobre 2019 ;
- Que la société La Fabrique, dont l'objet principal est la vente d'articles de papèterie et de loisirs créatifs, a exprimé un intérêt pour sous-louer ce local ;
- Que l'immatriculation de la société preneuse au registre du commerce n'est pas finalisée à ce stade ;
- Que, par conséquent, la signature du bail de sous-location avec faculté de substitution, est opportune pour permettre d'atteindre les objectifs métropolitains en matière de redynamisation des commerces ;

- Que par conséquent, il convient de signer un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019. Le présent bail se conclut pour le compte de Magalie Delort avec la faculté de substitution pour le compte d'une société en cours de formation, conformément aux dispositions de l'article 1843 du Code Civil dans les conditions suivantes :

**Désignation :**

Sous-location d'un local commercial au rez-de-chaussée et d'une cave au sous-sol du bâtiment pour une surface totale de 74,97 m<sup>2</sup>, situés 5 rue Grignan, 13006 Marseille.

**Durée :**

Trois ans à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019.

**Prix :**

Loyer au profit de la Métropole :

1ère année : 5000 euros hors taxes hors charges payable trimestriellement et d'avance (après application d'un rabais de 75% sur le loyer initial de 20 000 euros annuel) ;

2ème année : 10000 euros hors taxes hors charges payable trimestriellement et d'avance (après application d'un rabais de 50% sur le loyer initial de 20 000 euros annuel) ;

3ème année : 15000 hors taxes hors charges payable trimestriellement et d'avance (après application d'un rabais de 25% sur le loyer initial de 20 000 euros annuel).

**Charges :**

La provision pour charges annelle est de 3000 euros hors taxes.

**Dépôt de garantie :** Il a été convenu qu'aucun dépôt de garantie ne serait versé.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Est approuvé à la signature un bail de courte durée dérogatoire au statut des baux commerciaux concernant le local situé 5 rue Grignan 13006 Marseille. Le preneur du bail est Magalie Delort, gérante de la société La Fabrique en cours de constitution. Une faculté de substitution est prévue pour le compte de la société La Fabrique en cours de formation, conformément aux dispositions de l'article 1843 du Code Civil.

**Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A130 – Nature 6132, 614, 63512 – Chapitre 011 – Fonction 020.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 novembre 2019

**Martine VASSAL**

**Reçu au Contrôle de légalité le 27 Novembre 2019**



## Décision n° 19/689/D

**Mise en demeure d'acquérir deux parcelles de terrain situées au Rove, appartenant à l'Etat.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La mise en demeure d'acquérir du 28 août 2018, reçue le 31 août 2018 ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### CONSIDÉRANT

- Que par courrier reçu à la mairie du Rove le 31 août 2018, Monsieur Roland Guérin, Administrateur des Finances Publiques a mis en demeure la commune du Rove d'acquérir, pour le compte de l'Etat les parcelles AH 141 et 142 situées RD 568 pour un montant de 136 000 euros H.T ;
- Que ces parcelles sont réservées sous le n° 4 au Plan Local d'Urbanisme du Rove pour « l'aménagement de la RD 568 pour parties avec voies latérales – emprises 32 m ».

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est décidé d'acquérir les parcelles cadastrées AH 141 et 142 pour des superficies respectives de 302 m<sup>2</sup> et 345 m<sup>2</sup> situées au Rove RD 568 moyennant la somme de 136 000 € H.T., appartenant à l'Etat.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires et les frais, droits et honoraires liés à la vente sont inscrits au budget 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007 – Fonction 588.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 novembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Novembre 2019

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS, AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2019130550043

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
642016703

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles  
CS 40650

13090 Aix-en-Provence

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500075  
**Nature de l'opération**  
Neuf  
**Commune (Insee)**  
13053 Mallemort

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 3  
Zonage "ABC" : Zone B2

**Exercice**  
2019

**Opération :** MALLEMORT RUE MOLIERE - PLUS PLAI  
Construction de 23 logements  
RUE MOLIERE  
13370 Mallemort

**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEV.T.002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DÉCISION : 1105**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 19 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 19 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLUS
- 7 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (n° SIREN : 642016703).

**ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 68 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 NOV. 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
Pour la Présidente et par délégation  
La Vice-Présidente  
ARLETTE FRUCTUS

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	8 000,00	0,49%
Subvention Commune	84 000,00	5,18%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>92 000,00</b>	<b>5,68%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	672 164,50	41,47%
Prêt CDC foncier	612 573,00	37,79%
Autres	105 000,00	6,48%
1%.	37 895,00	2,34%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 427 632,50</b>	<b>88,07%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	101 305,00	6,25%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>101 305,00</b>	<b>6,25%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 620 937,50</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	68 600,00	6,90%
Subvention EPCI	12 000,00	1,21%
Subvention Commune	49 000,00	4,93%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>129 600,00</b>	<b>13,03%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	286 343,00	28,79%
Prêt CDC foncier	317 582,00	31,93%
Autres	180 000,00	18,10%
1%.	22 105,00	2,22%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>806 030,00</b>	<b>81,03%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	59 095,00	5,94%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>59 095,00</b>	<b>5,94%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>994 725,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Commune	133 000,00	5,08%
Subvention Etat	68 600,00	2,62%
Subvention EPCI	20 000,00	0,76%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>221 600,00</b>	<b>8,47%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	958 507,50	36,64%

Prêt CDC foncier	930 155,00	35,56%
I%.	60 000,00	2,29%
Autres	285 000,00	10,90%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 233 662,50</b>	<b>85,40%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	160 400,00	6,13%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>160 400,00</b>	<b>6,13%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 615 662,50</b>	<b>100,00%</b>
<b>.. Coût de l'opération/ dépassement</b>	<b>2 615 662,50</b>	

## B. CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 080 901,12 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	807,75 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	12	807,75 m²
Assiette *	:	1 370 420,28 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	418,77 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	418,77 m²
Assiette *	:	710 480,84 €
Taux de subvention	:	9,66 %
SUBVENTION	:	68 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 19	Surface utile :	1 226,52 m²
Assiette : 2 080 901,12 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>68 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,30 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b> :	<b>68 600,00 €</b>
---------------------	--------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	917 430,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 079 415,00 €
Prestations intellectuelles et frais	383 746,37 €
Prix de revient H.T.	2 380 591,37 €
Montant de la TVA	235 071,13 €
Prix de revient TTC	2 615 662,50 €
Décision No : 20191305500075	Page : 4/5

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 691 / D

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

**Numéro d'opération :**  
2019130550177

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
642016703

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles  
CS 40650

13090 Aix-en-Provence

#### Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

#### N° de décision

20191305500074

#### Nature de l'opération

Neuf

#### Commune (Insee)

13053 Mallemort

#### Nature des logements

Logements ordinaires

#### Type de bénéficiaire

Ménages

#### Zone de prix

Zonage "I23" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B2

#### Exercice

2019

**Opération :**  
MALLEMORT RUE MOLIERE - PLS  
RUE MOLIERE  
13370 Mallemort



**Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1 :** La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (n° SIREN : 642016703).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

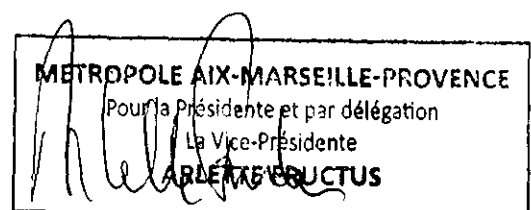
**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **18 NOV. 2019**



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Commune	28 000,00	5,22%	
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>28 000,00</b>	<b>5,22%</b>	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	32 593,70	6,08%	1,86%
CDC foncier PLS	189 433,00	25,34%	1,86%
Prêts Autres	60 000,00	11,19%	
Prêt complémentaire CDC	55 953,00	10,44%	1,86%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>337 979,70</b>	<b>63,06%</b>	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	170 000,00	31,72%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>170 000,00</b>	<b>31,72%</b>	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>535 979,70</b>	<b>100,00%</b>	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>535 979,70</b>		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

249,79 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

249,79 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

249,79 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

**0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

188 070,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

221 085,00 €

Prestations intellectuelles et frais

78 655,64 €

Prix de revient H.T.

487 810,64 €

Montant de la TVA

48 169,06 €

Prix de revient TTC

535 979,70 €

Décision No : 20191305500074

Page : 3/4

### C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2019  
01.11.05  
01.11.05

19 / 692 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**

2015130550110\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

339804858

**Famille d'organisme**

Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500063

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13205 Marseille - 5e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**

2019

**Opération :** 12 rue Gérando /3 PLA1/ 13005/ Habitat Humanisme

12 rue Gérando

13005 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

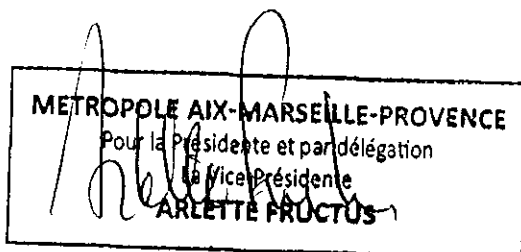
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	16/12/2015	20151305500190
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		
entreprises commerciales		
Code bénéficiaire: 339804858		
Adresse :		
69 che de vassieux		
Ville :	69300 Caluire-et-Cuire	
Exercice :	2015	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 3)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	233 927,47 €	264 646,86 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 39 600,00 €	(B) 39 600,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 31 680,00 €
Solde à verser		(B-C) 7 920,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 NOV. 2019



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 600,00	9,23%
Subvention Commune	15 000,00	3,50%
Subvention EPCI	9 000,00	2,10%
Conseil Régional	42 000,00	9,79%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>105 600,00</b>	<b>24,62%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	150 067,00	34,99%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>150 067,00</b>	<b>34,99%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	173 203,70	40,39%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>173 203,70</b>	<b>40,39%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>428 870,70</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>428 870,70</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 264 646,86 €

<b>Aide : PLA-I</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	3	155,12 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Taux pour le financement des logements « PLA-I »	3	155,12 m²
Assiette *	:	264 646,86 €
Taux de subvention	:	14,96 %
SUBVENTION	:	39 600,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	155,12 m²
Assiette : 264 646,86 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>39 600,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	14,96 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 39 600,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	161 540,39 €
Coût du bâtiment ou des travaux	188 554,62 €
Prestations intellectuelles et frais	64 589,41 €
Prix de Revient H.T.	414 684,42 €
Décision No : 20191305500063	Page : 3/4

Montant de la TVA

14 186,28 €

Prix de revient TTC

428 870,70 €

Prix de revient au M<sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)

2 764,77 €/m<sup>2</sup>

Type d'opération :      Hors opération spécifique

31 1039  
01 11 05  
01 7999

19 / 693 / D

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2015130550130\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
339804858

**Famille d'organisme**  
Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500061

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13201 Marseille - 1er arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** 11 rue d'Anvers / 5 PLA1 / 13001/Habitat Humanisme  
11 rue d'Anvers  
13001 MARSEILLE



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

18/12/2015

N° de décision

20151305500230

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

entreprises commerciales

Cod. bénéficiaire : 339204898

Adresse :

69 che de vassieux

Ville :

69300 Caluire-et-Cuire

Exercice :

2015

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 5)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

563 789,34 €

555 989,69 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 66 000,00 €

(B) 66 000,00 €

Montant des acomptes versés

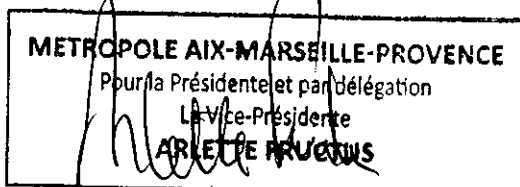
(C) 52 800,00 €

Solde à verser

(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 NOV. 2019



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	66 000,00	9,60%
Ville de Marseille	25 000,00	3,64%
Subvention EPCI	15 000,00	2,18%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>106 000,00</b>	<b>15,43%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	295 520,00	43,10%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>295 520,00</b>	<b>43,00%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	285 665,60	41,57%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>285 665,60</b>	<b>41,57%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>687 185,60</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>687 185,60</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 555 989,69 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	351,94 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	351,94 m²
Assiette *	:	555 989,69 €
Taux de subvention	:	11,87 %
SUBVENTION	:	66 000,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	351,94 m²
Assiette : 555 989,69 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>66 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	11,87 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 66 000,00 €**

#### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	505 262,03 €
Coût du bâtiment ou des travaux	127 943,00 €
Prestations intellectuelles et frais	45 076,95 €
Prix de Revient H.T.	678 281,98 €
Montant de la TVA	8 903,62 €
Décision No : 20191305500061	Page : 3/4

687 185,60 €  
1 952,56 €/m<sup>2</sup>

Prix de revient TTC

Prix de revient au M<sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)

Type d'opération :      Hors opération spécifique

31 1034  
61 11 05  
51 7344

19 / 694 / D \_

20191305500062

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2016130550079\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
339804858

**Famille d'organisme**  
Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ..**  
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500062

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13201 Marseille - 1er arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** Marcel Sembat\_AA\_3PLA1  
2 rue Marcel Sembat  
13001 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

20/12/2016

N° de décision

20161305500135

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

...entreprises commerciales

Code bénéficiaire : 329804838

Adresse :

69 che de vassieux

Ville :

69300 Caluire-et-Cuire

Exercice :

2016

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 3)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

247 887,32 €

247 887,32 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 40 520,00 €

(B) 40 520,00 €

Montant des acomptes versés

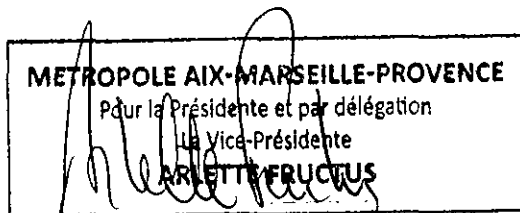
(C) 32 416,00 €

Solde à verser

(B-C) 8 104,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 NOV. 2019



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	40 520,00	10,02%
Subvention EPCI	21 000,00	5,19%
Ville	3 000,00	0,74%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>64 520,00</b>	<b>15,96%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	155 247,00	38,40%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>155 247,00</b>	<b>38,40%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	184 496,08	45,64%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>184 496,08</b>	<b>45,64%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>404 263,08</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>404 263,08</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 247 887,32 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	142,32 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	142,32 m²
Assiette *	:	247 887,32 €
Taux de subvention	:	16,35 %
SUBVENTION	:	40 520,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	142,32 m²
Assiette : 247 887,32 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>40 520,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	16,35 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 40 520,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	274 209,27 €
Coût du bâtiment ou des travaux	95 097,81 €
Prestations intellectuelles et frais	28 827,40 €
Prix de Revient H.T.	398 134,48 €
Montant de la TVA	6 128,60 €

404 263,08 €  
2 840,52 €/m²

Prix de revient TTC

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

Type d'opération :      Hors opération spécifique

31 0034  
01 11 02  
01 7344



19 / 695 / D

## DECISION DE FINANCEMENT

### CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**

2013130550048\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

060804770

**Famille d'organisme**

Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500058

**Nature de l'opération**

Neuf

**Commune (Insee)**

13203 Marseille - 3e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :** 32PLUS/5 PLA1/Ilot National-Banque Postale/13003/

Logirem

134 rue de Crimée

13003 Marseille



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

19/12/2013

N° de décision

20131305500208

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. LOGIREM

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 060804770

Adresse :

111 bd national

BP 204

Ville :

13003 Marseille

Exercice :

2013

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 37)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

4 754 819,27 €

4 192 857,93 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 89 800,00 €

(B) 89 800,00 €

Montant des acomptes versés

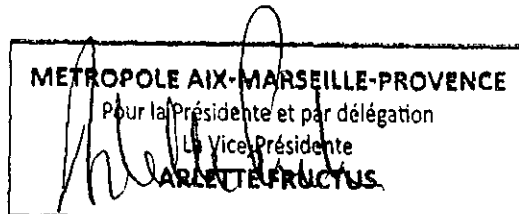
(C) 52 084,00 €

Solde à verser

(B-C) 37 716,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 NOV. 2019



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	53 000,00	9,01%
Surcharge foncière	5 592,87	0,95%
Subvention PEEC	8 500,00	1,44%
1%.	50 000,00	8,50%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>117 092,87</b>	<b>19,90%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	68 565,00	11,65%
Prêts PEEC	35 000,00	5,95%
Prêt CDC logement	297 762,00	50,60%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>401 327,00</b>	<b>68,20%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	70 023,00	11,90%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>70 023,00</b>	<b>11,90%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>588 442,87</b>	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	36 800,00	0,81%
Surcharge foncière	57 307,13	1,26%
Subvention PEEC	54 400,00	1,20%
1%.	175 000,00	3,85%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>323 507,13</b>	<b>7,13%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	704 539,00	15,52%
Prêts PEEC	70 000,00	1,54%
Prêt CDC logement	2 941 986,00	64,81%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>3 716 525,00</b>	<b>81,87%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	499 663,60	11,01%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>499 663,60</b>	<b>11,01%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>4 539 695,73</b>	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention PEEC	62 900,00	1,23%
1%.	225 000,00	4,39%
Subvention Etat	89 800,00	1,75%
Surcharge foncière	62 900,00	1,23%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>440 600,00</b>	<b>8,59%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		

Prêt CDC logement	3 239 748,00	63,18%
Prêt CDC foncier	773 104,00	15,08%
Prêts PEEC	105 000,00	2,05%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>4 117 852,00</b>	<b>80,30%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	569 686,60	11,11%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>569 686,60</b>	<b>11,11%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>5 128 138,60</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>5 128 138,60</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 4 192 857,93 €

<b>Aide : PLUS</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	32	2 245,56 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>32</b>	<b>2 245,56 m²</b>
Assiette *	:	3 810 094,11 €
Taux de subvention	:	0,97 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>36 800,00 €</b>

<b>Aide : PLA-I</b>	<b>Nombre de logements</b>	<b>Surface utile</b>
Logements « Collectif »	5	225,59 m²
Logements « Individuel »		

<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>5</b>	<b>225,59 m²</b>
Assiette *	:	382 763,82 €
Taux de subvention	:	13,85 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>53 000,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 37	Surface utile :	2 471,15 m²
Assiette : 4 192 857,93 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>89 800,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	2,14 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 471,15 m²
Assiette de subvention	:	644 352,76 €
Taux de subvention	:	9,76 %
<b>Montant de subvention</b>	:	<b>62 900,00 €</b>

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

<b>SUBVENTION</b>	:	<b>152 700,00 €</b>
-------------------	---	---------------------

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	966 491,26 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 195 717,80 €
Prestations intellectuelles et frais	737 008,04 €
Prix de Revient H.T.	4 899 217,10 €
Montant de la TVA	228 921,50 €
Prix de revient TTC	5 128 138,60 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 075,20 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération :      Hors opération spécifique

### C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	62 900,00	9,76%
Subvention PEEC	62 900,00	9,76%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>125 800,00</b>	<b>19,52%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	518 552,76	80,48%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>518 552,76</b>	<b>80,48%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>644 352,76</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>644 352,76</b>	

### D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	370 672,50 €
Surface utile totale	2 471,15 m²
Dont SU Collectif	2 471,15
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	966 491,26 €
Assiette de subvention (dépassement)	644 352,76 €
Taux de la subvention	9,76 %

19 / 6 9 6 / D

## DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

**Numéro d'opération :**  
 2013130550048\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
 060804770

**Famille d'organisme**  
 Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. LOGIREM

111 bd national  
 BP 204

13003 Marseille

**Décisionnaire**  
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
 20191305500057

**Nature de l'opération**  
 Neuf

**Commune (Insee)**  
 13203 Marseille - 3e arrondissement

**Exercice**  
 2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 32PLUS/5 PLAI/Ilot National-Banque Postale/13003/  
 Logirem  
 134 rue de Crimée  
 13003 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

N° de décision

Bouches du Rhône

19/12/2013

20131305500209

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. LOGIREM

SA HLM / ESH

Cde bénéficiaire : 060804770

Adresse :

111 bd national

BP 204

Ville :

13003 Marseille

Exercice :

2013

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 37)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

635 490,00 €

644 352,76 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

62 900,00

62 900,00

Montant des acomptes versés

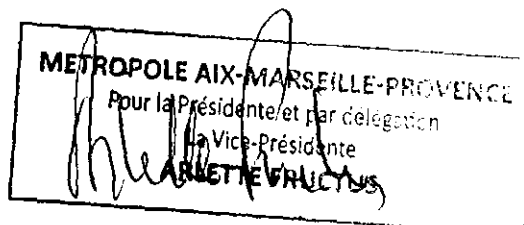
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 62 900,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 NOV. 2013



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	62 900,00	9,76%
Subvention PEEC	62 900,00	9,76%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>125 800,00</b>	<b>19,52%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	518 552,76	80,48%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>518 552,76</b>	<b>80,48%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>644 352,76</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>644 352,76</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	370 672,50 €
Surface utile totale	2 471,15 m²
Dont SU Collectif	2 471,15
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	966 491,26 €
TVA de la charge fonciere	48 534,00 €
Charge foncière TTC	1 015 025,26 €
Assiette de subvention (dépassement)	644 352,76 €
Taux de la subvention	9,76 %



19 / 705 / D -

## DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**  
2015130550124\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
339804858

**Famille d'organisme**  
Entreprises commerciales

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500068

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13209 Marseille - 9e arrondissement

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** 13 bis Bd Pugette /1 PLA1/13009/Habitat Humanisme  
13 bis boulevard de la Pugette  
13009 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2015	20151305500220
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		
entreprises commerciales		
Code bénéficiaire : 339804858		
Adresse :		
69 che de vassieux		
Ville :	69300 Caluire-et-Cuire	
Exercice :	2015	

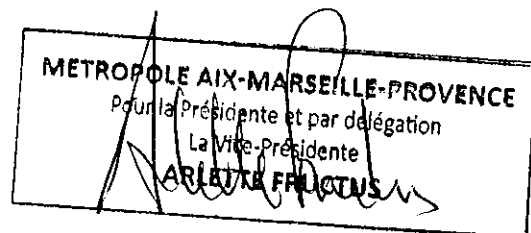
### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	94 444,68 €	94 444,68 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 10 560,00 €
Solde à verser		(B-C) 2 640,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

2 5 NOV. 2019



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	9,15%
Subvention EPCI	3 000,00	2,07%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>16 200,00</b>	<b>11,20%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	66 201,00	45,78%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>66 201,00</b>	<b>45,78%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	62 205,99	43,02%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>62 205,99</b>	<b>43,02%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>144 606,99</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>144 606,99</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 94 444,68 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	56,77 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	56,77 m²
Assiette *	:	94 444,68 €
Taux de subvention	:	13,98 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : I	Surface utile :	56,77 m²
Assiette : 94 444,68 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>13 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	13,98 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 13 200,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	141 674,39 €
Coût du bâtiment ou des travaux	
Prestations intellectuelles et frais	2 832,62 €
Prix de Revient H.T.	144 507,01 €
Montant de la TVA	99,98 €
Prix de revient TTC	144 606,99 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

Type d'opération :      Hors opération spécifique

31 03 94  
01 11 95  
01 10 94

19 / 7 0 6 / D \_

**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2014130550025\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500072

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13002 Allauch

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 6 PLUS/Matelot III/Allauch/Promologis  
Avenue gustave Rambert  
13190 Allauch

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	14/11/2014	20141305500088
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. UNICIL		
SA HLM / ESH		
Code Bénéficiaire : 513620754		
Adresse :		
	11 RUE ARMENY	
Ville :	13006 Marseille	
Exercice :	2014	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 6)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	554 369,78 €	603 599,78 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 1 800,00 €	(B) 1 800,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 1 800,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 NOV. 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
Pour la Présidente et par délégation  
La Vice-Présidente  
ARLETTE FRUCTUS

## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	1 800,00	0,25%
Surcharge foncière	9 000,00	1,25%
Subvention PEEC 1 pour 1	9 000,00	1,25%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	18 000,00	2,50%
1% - Concours Privilégié	25 000,00	3,47%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>62 800,00</b>	<b>8,71%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	228 251,00	31,64%
Prêt CDC logement	169 211,00	23,46%
Autres	70 000,00	9,70%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>467 462,00</b>	<b>64,81%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	191 044,85	26,49%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>191 044,85</b>	<b>26,49%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>721 306,85</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>721 306,85</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 603 599,78 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	298,29 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	298,29 m²
Assiette *	:	603 599,78 €
Taux de subvention	:	0,30 %
SUBVENTION	:	1 800,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	298,29 m²
Assiette : 603 599,78 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>1 800,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,30 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	298,29 m²
Assiette de subvention	:	217 602,20 €
Taux de subvention	:	4,14 %
Montant de subvention	:	<b>9 000,00 €</b>

**TOTAL GENERAL DE LA DECISION****SUBVENTION : 10 800,00 €****II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge foncière HT	249 170,70 €
Coût du bâtiment ou des travaux	457 541,08 €
Prestations intellectuelles et frais	13 258,00 €
Prix de Revient H.T.	719 969,78 €
Montant de la TVA	1 337,07 €
Prix de revient TTC	721 306,85 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR/MSU)	2 418,14 €/m <sup>2</sup>

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	9 000,00	4,14%
Subvention PEEC 1 pour 1	9 000,00	4,14%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	18 000,00	8,27%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>36 000,00</b>	<b>16,54%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	171 978,50	79,03%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>171 978,50</b>	<b>79,05%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	9 623,70	4,42%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>9 623,70</b>	<b>4,42%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>217 602,20</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>217 602,20</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	44 743,50 €
Surface utile totale	298,29 m²
Dont SU Collectif	298,29
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	249 170,70 €
Assiette de subvention (dépassement)	217 602,20 €
Taux de la subvention	4,14 %

19 / 7 0 7 / D \_

## DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

**Numéro d'opération :**  
2014130550025\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
573620754

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20191305500071

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13002 Allauch

**Exercice**  
2019

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** 6 PLUS/Matelot III/Allauch/Promologis  
Avenue gustave Rambert  
13190 Allauch

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	14/11/2014	20141305500089
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
S.A. UNICIL		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 573620754		
<b>Adresse :</b>		
11 RUE ARMENY		
<b>Ville :</b>	13006 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2014	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 6)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF</b>	<b>Recalculée</b>
	207 978,50 €	217 602,20 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	9 000,00	9 000,00
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 0,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 9 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 NOV. 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
Pour la Présidente et par délégation  
la Vice-Présidente  
ARLETTE FRANCHUS

## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	9 000,00	4,14%
Subvention PEEC 1 pour 1	9 000,00	4,14%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	18 000,00	8,27%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>36 000,00</b>	<b>16,54%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	171 978,50	79,03%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>171 978,50</b>	<b>79,03%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	9 623,70	4,42%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>9 623,70</b>	<b>4,42%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>217 602,20</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>217 602,20</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	44 743,50 €
Surface utile totale	298,29 m²
Dont SU Collectif	298,29
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	249 170,70 €
TVA de la charge foncière	13 175,00 €
Charge foncière TTC	262 345,70 €
Assiette de subvention (dépassement)	217 602,20 €
Taux de la subvention	4,14 %

19 / 7 0 8 / D

## DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

**Numéro d'opération :**

2011130550046\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

782886147

**Famille d'organisme**

Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

SOLIHA PROVENCE

L'Estello

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500070

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13206 Marseille - 6e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :** PLA1 - "Dieudé"  
39 rue Dieudé  
13006 Marseille 6e

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

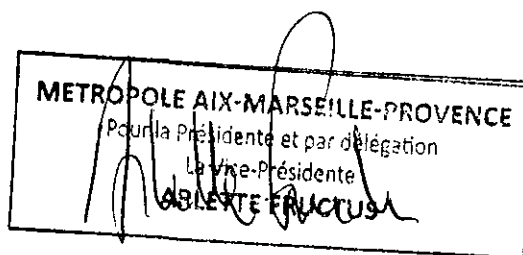
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	19/12/2011	20111305500143
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SOLHA PROVENCE		
Associations		
Code bénéficiaire : 782886147		
Adresse :		
L'Estello		
10 che des grives		
Ville :	13013 Marseille	
Exercice :	2011	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	71 256,19 €	63 428,37 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 11 000,00 €	(B) 11 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 11 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 2 5 NOV. 2019



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	11 000,00	15,32%
Surcharge foncière	2 000,00	2,80%
Ville de Marseille	8 000,00	11,19%
Conseil Régional	14 846,00	20,77%
Subvention Autres	3 712,00	5,19%
Subvention EPCI	3 000,00	4,20%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>42 558,00</b>	<b>59,53%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	24 251,00	33,92%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>24 251,00</b>	<b>33,92%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	4 681,63	6,55%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>4 681,63</b>	<b>6,55%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>71 490,63</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>71 490,63</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 63 428,37 €

Aide : <b>PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	35,10 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	35,10 m²
Assiette *	:	63 428,37 €
Taux de subvention	:	17,34 %
SUBVENTION	:	11 000,00 €

#### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	35,10 m²
Assiette : 63 428,37 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>11 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	17,34 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

#### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	35,10 m²
Assiette de subvention	:	31 125,63 €
Taux de subvention	:	6,43 %
Montant de subvention	:	<b>2 000,00 €</b>

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 000,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	69 643,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	0,00 €
Prestations intellectuelles et frais	1 847,63 €
Prix de Revient H.T.	71 490,63 €
Montant de la TVA	
Prix de revient TTC	71 490,63 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 036,77 €/m <sup>2</sup>
Type d'opération : Hors opération spécifique	



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	2 000,00	6,43%
Ville de Marseille	8 000,00	25,70%
Conseil Régional	14 846,00	47,79%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>24 846,00</b>	<b>79,82%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	6 279,63	20,18%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>6 279,63</b>	<b>20,18%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>31 125,63</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>31 125,63</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	40 365,00 €
Surface utile totale	35,10 m²
Dont SU Collectif	35,10
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	69 643,00 €
Assiette de subvention (dépassement)	31 125,63 €
Taux de la subvention	6,43 %



19 / 709 / B

## DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

**Numéro d'opération :**

2011130550046\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**

782886147

**Famille d'organisme**

Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

SOLIHA PROVENCE

L'Estello

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20191305500069

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13206 Marseille - 6e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Exercice**

2019

**Opération :** PLAI - "Dieudé"  
39 rue Dieudé  
13006 Marseille 6e

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

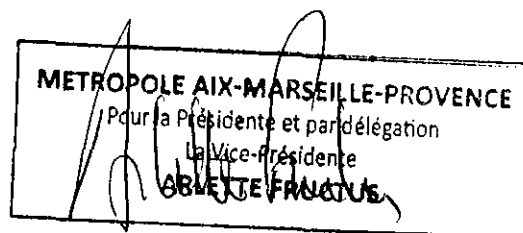
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	19/12/2011	20111305500144
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SOLHA PROVENCE		
Associations		
Code bénéficiaire : 782886147		
Adresse :		
L'Estello		
10 che des grives		
Ville :	13013 Marseille	
Exercice :	2011	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	26 047,00 €	31 125,63 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	2 000,00	2 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 2 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 NOV. 2019



## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide :      **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	2 000,00	6,43%
Ville de Marseille	8 000,00	25,70%
Conseil Régional	14 846,00	47,70%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>24 846,00</b>	<b>79,82%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	6 279,63	20,18%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>6 279,63</b>	<b>20,18%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>31 125,63</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>31 125,63</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	40 365,00 €
Surface utile totale	35,10 m²
Dont SU Collectif	35,10
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	69 643,00 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	69 643,00 €
Assiette de subvention (dépassement)	31 125,63 €
Taux de la subvention	6,43 %

## Décision n° 19/711/D

**Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet de Maître Patrice Ibanez aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif dans le cadre des instances contre le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Trets.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1805380 présentée par les consorts SAIBI devant le Tribunal Administratif de Marseille, tendant, d'une part, à l'annulation de la délibération n°78/2017 du 12 décembre 2017 par laquelle le Conseil municipal de la commune de Trets a approuvé son Plan Local d'Urbanisme, ainsi qu'à l'annulation de la décision de rejet tacite du recours gracieux, intervenue le 15 avril 2018, et d'autre part, à ce que la somme de 2000 euros soit mise à la charge de la commune de Trets, en application des dispositions de l'article L761-1 du Code de Justice Administrative.

### DECIDE

#### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet de Maître Patrice Ibanez, 46 cours Mirabeau, 13100 Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet de Maître Patrice Ibanez pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier seront pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 novembre 2019

**Martine VASSAL**

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Novembre 2019

## Décision n° 19/712/D

**Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société UTP.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé provision n° 1905424 présentée par la Société UTP devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, à ce que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit condamnée à lui verser une provision de 13 982,02 euros sur le solde de la facture n° 03160651 émise le 31 octobre 2016 et à ce qu'une somme de 1 500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

### DECIDE

#### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats – 12 boulevard de Courcelles - 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 novembre 2019

**Martine VASSAL**



## Décision n° 19/713/D

### **Décision d'ester en justice. Désignation de Me Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Gilles Escanilla**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1905012 présentée par Monsieur Gilles Escanilla devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de l'arrêté de changement d'affectation dans l'intérêt du service du 15 mars 2019 par lequel il a été affecté à la fonction d'animateur sécurité et qualité au sein de la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacement Transport Espace public et Voirie, d'autre part, à ce qu'une somme de 1 500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Me Sophie Semeriva – 2 place de la Corderie – 13007 Marseille.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à Me Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 novembre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/714/D

### **Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SNT Suma**

#### **VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé provision n° 1905421 présentée par la SNT Suma devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, à ce que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit condamnée à lui verser une provision de 23 436,56 euros sur le solde des factures n° 01 150991 et 01 150969 émises le 31 juillet 2015 et à ce qu'une somme de 1 500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats – 12 boulevard de Courcelles - 75017 Paris.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 novembre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/715/D

**Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet de Maître Patrice Ibanez aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif dans le cadre des instances contre le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Cannat.**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1901579 présentée par Monsieur Yves Girard devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la délibération n°URB-001-5132/18/CM du 13 décembre 2018 par laquelle le Conseil de la Métropole a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat, et d'autre part, à ce que la somme de 2500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre des frais exposés non compris dans les dépens.

### DECIDE

#### Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet de Maître Patrice Ibanez, 46 cours Mirabeau, 13100 Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet de Maître Patrice Ibanez pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier seront pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 novembre 2019

**Martine VASSAL**

## Décision n° 19/716/D

**Décision d'estimer en justice. Désignation de la société d'avocats Ernst & Young pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du référé préventif à introduire concernant les travaux de démolition de l'ancien supermarché Sodim, situé secteur de la Maille 1 à Miramas**

### VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

### CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du programme de renouvellement urbain sur le secteur de la Maille 1 à Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a prévu de réaliser des travaux de désamiantage et de démolition des bâtiments de l'ancien supermarché Sodim situés allée du Levant à Miramas, parcelle cadastrée AM 0014 ;
- Que les travaux vont être réalisés en bordure de la Résidence « La Rousse », dont le propriétaire est la SA d'HLM Logirem, de la Résidence « Le Levant » et du pôle médical, propriétés de 13 Habitat, et de la copropriété Le Levant, dont le syndic de copropriété est Square Habitat ;

- Que ces travaux seront également réalisés à proximité de voies communales et des réseaux d'électricité, de gaz, de télécommunications, d'eau et d'assainissement, et d'eau pluviale ;
- Que la responsabilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourrait donc être recherchée par les propriétaires des immeubles riverains ainsi que par les propriétaires et/ou gestionnaires des réseaux situés à proximité de l'opération, si les travaux réalisés entraînaient des désordres ;
- Que pour prévenir de futurs litiges relatifs à des désordres préexistants, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite que l'état actuel des lieux et ouvrages concernés par ce risque de dommages soit constaté par un expert, contradictoirement avec l'ensemble des parties intéressées ;
- Qu'il convient à ce titre d'introduire un référé préventif aux fins de désignation d'un expert.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

De saisir le juge des référés du Tribunal Administratif de Marseille aux fins de désignation d'un expert et d'être représentée dans cette affaire par la société d'avocats ERNST & YOUNG, 1-2 Place des Saisons, Paris la Défense, 92400 Courbevoie.

### **Article 2 :**

Les honoraires dus à la société d'avocats ERNST & YOUNG, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 28 novembre 2019

**Martine VASSAL**